

SESSION BUDGETAIRE CONSEIL GENERAL

18-22 AVRIL 2011

Intervention d'André WILS, conseiller général de Courpière

Groupe de la gauche, solidaire.

Annie CHEVALDONNÉ - Jacquie DOUARRE--Michel GIRARD- Serge LESBRE - Bernard LESCURE-André WILS

Monsieur le Président, Chers collègues,

Après le renouvellement électoral du mois dernier, nous débutons nos travaux par la session budgétaire, la plus importante session de l'année puisqu'elle scelle les ressources et les dépenses de notre collectivité. J'en profite pour souhaiter la bienvenue parmi nous aux cinq nouveaux conseillers généraux, pour féliciter notre président Jean-Yves Gouttebel pour son renouvellement à la tête de notre assemblée et pour délivrer tous mes encouragements aux quinze Vices Présidents qui devront mettre en œuvre toute leur énergie et leur savoir faire pour parvenir au mieux possible tout en sachant qu'ils ne disposent que du moins possible.

Nous nous réjouissons également que l'ensemble des forces de gauche, au travers une diversité qui en fait toute sa richesse, puissent se retrouver non pas unifiées, mais réunies pour affronter les défis majeurs qui guettent nos collectivités. Il faudra en effet nous muscler et développer un maximum de volonté afin de combattre, avec la plus grande fermeté, une politique gouvernementale dévastatrice qui nous prive de toute autonomie en s'assurant le contrôle de nos ressources et de nos domaines d'intervention.

Le fonctionnement des conseils généraux et les aides qu'ils peuvent attribuer sont liés aux moyens financiers dont ils disposent. Nous ne pouvons tolérer que le gouvernement nous prive de la quasi-totalité de notre autonomie fiscale. Nous exigeons qu'il respecte, **comme tout citoyen**, les lois votées, il doit rembourser sa dette liée aux transferts du RSA, de l'APA, de la COTOREP, des routes nationales, des personnels de l'équipement et des collèges etc.....Nous exigeons qu'il nous accorde les compensations dynamiques et suffisantes pour assurer les missions qui sont dévolues aux conseils généraux.

Les résultats des élections cantonales mettent en évidence un rejet massif de la politique gouvernementale de la casse des services publics. Présentement, ce sont les suppressions de postes d'enseignants avec entre autre la tentative inacceptable de regrouper les collèges en collèges multi-site, les suppressions des classes et des écoles primaires, la volonté de regrouper les cours au lycée pour proposer un enseignement en amphithéâtre. Nous n'en voulons que pour preuve le CDEN de mercredi dernier où l'administration a imposé ses restructurations en l'absence des représentants élus du

Conseil général qui n'étaient pas encore nommés. Le modèle français en matière d'enseignement est en cours de dislocation totale et la France est en train d'enfiler le bonnet d'âne de l'Europe avec des classes de plus en plus surchargées et des enseignants qui ne sont plus en mesure d'exercer efficacement leur mission éducative. Toutes ces mesures, générées par la seule doctrine de la réduction des fonctionnaires comme remède universel, nuiront à la qualité de l'enseignement proposé, aux résultats des élèves. Il est notamment intolérable que la réussite scolaire dépende des cours particuliers que seuls certains parents pourront payer à leurs enfants.

De même, il est intolérable que les dépassements d'honoraires des médecins se généralisent. Les maternités, les services d'urgence, de chirurgie dans les hôpitaux de campagnes sont dits budgétairement non viables et fermés. L'accès aux soins doit être égal partout et pour tous. Les services hospitaliers de Clermont-Ferrand sont débordés, les services des urgences saturés ; par manque de lits et de personnel, les patients doivent sortir beaucoup trop rapidement de l'hôpital, même quand le retour à domicile pose problème. Les admissions sont retardées, les actes médicaux sont soumis à la règle de la rentabilité, le fonctionnement à flux tendu des services ne garantit plus la qualité des soins et aggrave les conditions de travail de l'ensemble du corps médical. Aujourd'hui, 18 000 emplois sont menacés, les emplois précaires CAE et CUI ne seront pas renouvelés courant 2011. Dans le même temps, la part des soins remboursés par la sécurité sociale diminue, les tarifs des mutuelles et assurances complémentaires explosent, les profits des laboratoires pharmaceutiques et de leurs actionnaires ne connaissent pas la crise. Il faut que cessent les profits réalisés sur le dos des malades, des plus faibles. Tous les Puydômois doivent avoir accès aux services de prévention et de soins. Pourquoi les employeurs sont-ils exonérés chaque année de 30 milliards d'euros de cotisations sociales pour le seul bénéfice des actionnaires ? Nous disons non à cette politique de santé basée sur l'argent roi, qui ignore l'individu.

Dans le projet du gouvernement sur la dépendance des personnes âgées, une assurance dépendance serait obligatoire à partir de 50 ans ; elle se substituerait au régime actuel de l'APA, de quoi enrichir les assurances privées. Pour elles, il y a là un immense marché à conquérir, de la solidarité, on passerait à l'assurance. Notre groupe de La Gauche Solidaire rejette ce projet de loi. En France, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour la solidarité, pour aider les plus faibles, mais il y en a pour intervenir militairement en Afghanistan, en Lybie, en côte d'Ivoire, ailleurs en Afrique sans débat parlementaire préalable.

Elus du Puy de Dôme, nous répétons que notre agriculture doit être de qualité, respecter la nature, les animaux et la santé des consommateurs. Alors que pèse sur la planète la menace des retombées des émissions radioactives des centrales nucléaires

japonaises, l'existence de l'être humain est plus que jamais menacée sur notre terre. Sur des millions de km² les productions agricoles seront polluées, impropres à la consommation. Il faudra mettre en place une vraie solidarité à l'échelle de la planète pour répartir les richesses vivrières indispensables à tous en éliminant toutes les tentatives de spéculation.

Au sein du Conseil général du Puy de Dôme, notre groupe de La Gauche Solidaire s'opposera vigoureusement à la mise en œuvre de la réforme territoriale qui accentuera la casse des services publics et élargira la fracture entre le citoyen et des élus plus éloignés et moins disponibles. Dans tout notre département, les cantons doivent rester vivants et attractifs. Les élus doivent être en mesure d'exercer pleinement leurs mandats indépendamment des directives des états major parisiens, des partis politiques et des élus qui siègent dans d'autres assemblées. Nous revendiquons d'être des élus de terrains, au service de tous, déterminés à nous investir au sein de la nouvelle majorité départementale de gauche, à laquelle nous apporterons un soutien vigilant. Nous sommes déterminés à œuvrer pour réconcilier le citoyen avec la politique au sens propre, c'est-à-dire lui redonner l'envie et les moyens de s'investir et participer activement à la vie de son village, de son quartier de sa cité.

Notre seule ambition est de travailler librement à un développement harmonieux, solidaire au profit du département du Puy de Dôme et de ses habitants
